

Climat : le capitalisme nous enfume

Les négociations sur le changement climatique ont démarré en 1992, et sont rythmées par une conférence internationale annuelle appelée Conférence des Parties, ou «COP». La 20ème s'est déroulée, à Lima au Pérou, en décembre 2014. La 21ème se tiendra à Paris (Le Bourget) du 30 novembre au 11 décembre 2015.

AU DÉBUT ÉTAIT LE GIEC

Le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat) est une structure mise en place en 1988, à la demande du G7 (groupe des 7 pays les plus riches : USA, Japon, Allemagne, France, Grande Bretagne, Canada, Italie), par l'Organisation Météorologique Mondiale et par le programme pour l'environnement des Nations Unies. Le rôle du GIEC est «d'expertiser l'information scientifique, technique et socio-économique qui concerne le risque de changement climatique provoqué par l'Homme». Mais les «résumés pour les décideurs» sont négociés avec les représentants des États. Tous notent que la température moyenne de surface de la Terre augmente, cette augmentation est due quasiment totalement aux émissions de gaz à effet de serre (GES), dont le plus abondant, le dioxyde de carbone, provient de la combustion des combustibles fossiles (charbons, pétrole...) qui couvre 80% des besoins énergétiques de la planète. Or, aujourd'hui il est admis par tous qu'en l'absence de réduction forte des émissions de GES, le réchauffement entraînera avec la fonte des glaces, une hausse du niveau des océans, la multiplication des événements météorologiques extrêmes, une baisse de la productivité agricole, une diminution de l'eau potable disponible, un déclin accentué de la biodiversité et aura des conséquences sanitaires. Ce n'est pas le seul problème environnemental, mais il est sans aucun doute central par sa globalité, même si les conséquences annoncées de cette catastrophe n'auront pas les mêmes impacts selon les différents endroits de la planète. Il y a donc urgence à intervenir, pour prévenir ce désastre annoncé qui affecte surtout et en premier lieu les peuples. Mais, la menace ne pourra être écartée que par des mesures très radicales qui sont précisément celles que les décideurs retardent ou refusent.

DE SOMMETS, EN CONVENTIONS ET PROTOCOLES

La convention issue du Sommet de la Terre à Rio en 1992 fixait comme objectif d'éviter une «perturbation dangereuse» du système climatique en tenant dûment compte du fait que tous les pays n'ont pas la même responsabilité historique dans le réchauffement, ni les mêmes capacités d'y faire face. Sur ces bases d'une «responsabilité commune mais différenciée» et de «capacité différenciée» à la gérer, lors de la COP3, à Kyoto en 1997, les pays développés, s'engageaient à réduire leurs émissions de 5,2% entre 2008 et 2012, par rapport à 1990. Le protocole de Kyoto s'avérera une escroquerie. L'effort que les pays «développés» auraient dû consentir était dérisoire. Les pays riches, industrialisés, avaient leur idée sur la façon de faire : le marché des droits d'émissions échangeables et la possibilité pour les pays du Nord de remplacer des réductions «d'économies domestiques» par l'achat de crédits d'émissions générés par des investissements soi-disant «propres». Notons que ces rencontres internationales sont des moments où gouvernements et puissants lobbies s'allient ou s'affrontent pour défendre leur propres intérêts. L'immobilisme qui en résulte convient donc selon leurs enjeux du moment. Lors de la «COP15» de Copenhague en 2009, les pays du Sud dénoncèrent, en effet, le manque d'engagement concret des pays du Nord. Globalement justifiée, cette dénonciation n'était cependant pas exempte d'arrière-pensées, principalement de la part des grands pays dits «émergents» (Brésil, Inde) et des producteurs de pétrole comme le Venezuela, plus soucieux de leurs ressources fossiles et de leur économies nationales, que de remédier au dérèglement climatique.

La COP20 de Lima, en décembre 2014, n'a pas dérogé à ce qui freine ces conférences : des négociations difficiles, pour un accord minimum entre partenaires. Alors que 400 000 personnes défilaient dans les rues, l'immobilisme et l'irresponsabilité prirent le pas sur l'urgence des solutions à apporter pour limiter le réchauffement de la Terre à 2°C. Les États-Unis (et les pays riches) ne sont pas prêts à renoncer à leur mode de vie tandis que la Chine s'est engagée, pour son urgence économique, à augmenter ses émissions jusqu'en 2030 avant d'envisager de les baisser ! Ces deux pays, sont les deux plus grands émetteurs de gaz à effet de serre (40%), mais leur «responsabilité historique» dans le réchauffement reste très différente.

PYROMANES ET POMPIERS

Pendant ce temps, les premiers bénéficiaires, ces pyromanes impunis que sont les puissants lobbies publics ou privés sont de toutes ces réunions internationales qu'ils sponsorisent. Les États-Unis fracturent pour obtenir des gaz de schiste, le Canada sacrifie sa forêt boréale pour les sables bitumineux, tandis que la France qui se veut à la pointe du combat contre les GES, s'enorgueillit de son nucléaire en s'enfermant avec son EPR dispendieux, construit un aéroport inutile, et autres joyeusetés environnementales nuisibles et inutiles, la Chine construit ses centrales à charbon. Certes la responsabilité historique n'est pas identique entre pays développés et pays dits émergents. Le capitalisme par sa voracité a démontré qu'il crée la crise écologique en cours. Ses gestionnaires addicts au profit, n'éviteront rien. Comment ses gestionnaires, les gouvernements, les multinationales, peuvent-ils résoudre cette crise du réchauffement, alors qu'ils défendent avant tout leurs intérêts économiques à court terme ? Mieux, ils proposent même des solutions «vertes, raisonnées, durables» (nucléaire, bio et agro carburants, voiture électrique) pour accroître leurs implantations et parts de marché. «Nous n'allons pas stopper d'un coup l'ensemble des centrales à charbon en fonctionnement dans le monde» s'est défendu le PDG d'ENGIE (ex-GDF-Suez), Gérard Mestrallet, rappelant que son entreprise contribuait pour beaucoup au développement des énergies renouvelables dans les pays émergents.

La cause de cette situation climatique préoccupante n'est pas tant dans l'impossibilité technique de sortir des combustibles fossiles que dans la nature même du système économique capitaliste. Peut-on imaginer le capitalisme sans la croissance, sans ses profits, alors qu'il a réduit tout les aspects de nos vies à des marchandises, à des logos ?

En réalité, d'une manière générale, les nombreuses «grand messes» internationales et autres conventions, qui prétendent concilier la croissance et la lutte contre les émissions de GES, sont toutes biaisées par les préoccupations «court-termistes». Ce que ne manque pas d'apprécier le capital financier qui dirige le monde. En effet, pour sauver le climat, les multinationales du gaz, pétrole, charbon et autres, devraient renoncer à exploiter les quatre cinquièmes des réserves fossiles dont elles sont propriétaires, qui font partie de leurs actifs et qui déterminent leur santé financière. La majeure partie du système énergétique mondial (un cinquième du PIB global) devrait être mise à la casse avant amortissement. Protéger la planète implique des réductions d'émissions telle-

Les énergéticiens français restent accros au charbon

L'ONG Oxfam France, dans un communiqué, fustige «l'hypocrisie du gouvernement français». Avec Les Amis de la Terre elle dénonce le financement de la COP21 par les «champions français de la pollution». Elle cite BNP Paribas (qui a soutenu à hauteur de plus de 15,5 milliards d'euros le charbon entre 2005 et 2014), EDF et ENGIE (dont les 46 centrales à charbon émettent chaque année près de la moitié des émissions de GES de la France) et les accuse de se livrer à «une véritable opération de greenwashing avec la complicité du gouvernement français», au lieu de s'engager à stopper tout soutien au secteur du charbon d'ici au sommet sur le climat.

ment drastiques qu'elles ne sont pas réalisables sans une diminution importante de la consommation énergétique, sans changer notre manière de vivre. Et une telle diminution à son tour n'est pas possible sans diminuer, voir arrêter, la transformation et les transports des matières fossiles exploitées. Autrement dit, sans renoncer à la croissance, à l'inévitable logique productiviste-consumériste et sa sacro sainte liberté d'entreprendre, fixée et régie par les «lois du marché». Sans mouvement populaire puissant et déterminé, il est donc peu probable que les capitalistes se résignent à une telle finalité.

HOLLANDE L'ÉCOLO

L'escapade rurale en Haute-Saône de François Hollande et sa suite de ministres, acte que Mr le président est déjà en campagne - mais électorale cette fois - pour 2017. Il avait conditionné sa nouvelle candidature à une baisse du chômage... improbable... vu l'actualité. Pour faire oublier cette promesse faite aux français, la cellule de com' élyséenne s'est donc mise en branle pour donner une stature internationale au président. C'est là que la COP21, sera finement mise en spectacle : «le plus grand événement international jamais organisé sur le sol français» dixit Laurent Fabius. Un accord en décembre à Paris pourrait servir les intérêts électoraux du président pour 2017 et faire oublier ses promesses électorales reniées par son revirement social-libéral : nombreux cadeaux au patronat et plus grande paupérisation de la population déjà précarisée. Un accord à Paris, boosterait le PS, déserté par ses militants et abandonné par son électeurat. Hollande, qui ne s'est jamais intéressé à l'écologie, vient de découvrir que le réchauffement climatique est une réalité, une priorité, une urgence ! Son bilan présidentiel en la matière est dans la continuité de celui de Sarkozy. Ecologiste le Président ? Autant que son premier ministre qui vient d'octroyer une subvention supplémentaire pour la

réussite de la COP21, mais a diminué de 100 millions d'euros le budget du ministère de l'écologie. Aussi, à défaut d'organiser les Jeux Olympiques ou la coupe du Monde de foot, notre pays aura sa COP21. La France sera le centre du monde en accueillant cette conférence. Il est vrai que notre président n'a pas eu de «cérémonies officielles et internationales» à présider à ce jour. La COP21 sera «SA» grande conférence internationale. Sont attendus les représentants de 195 pays, près de 50 000 participants, dont 25 000 délégués officiels venant des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des agences de l'ONU, des ONG, des syndicats et de la société civile. Une conférence dont L. Fabius et S. Royal se disputent discrètement la palme d'un triomphe annoncé. La COP21 de décembre à Paris, sera-t-elle différente des précédentes ? Sera-t-elle un sommet de plus du mensonge, du business et du crime climatique ? S'ils ne rencontrent pas de résistance populaire, nos gouvernants permettront au système de nous plonger encore plus dans la destruction sociale et environnementale. «Crise écologique», «changement climatique», ces appellations trompeuses ne servent qu'à masquer la marche insensée du capitalisme pillant la planète et exploitant les peuples.

Partant des luttes locales, notre résistance ne peut s'appréhender que globalement. Nous devons inventer dans nos luttes ou multiples lieux de résistance, les outils permettant de développer des pratiques, des revendications, des formes d'auto-organisation. Socialisme ou barbarie comme disait l'autre. Nous devons avancer le projet d'une autre société possible, d'une société non productiviste dans une solidarité internationale de classe. Pour nous sortir de cette impasse de destruction massive qui nous prend en otage, il n'y aura pas d'autre solution que de virer le capitalisme.

OCL-Caen

Dérèglements climatiques : le capitalisme menace l'équilibre et la survie de la planète

Du dérèglement climatique au tarissement des ressources vitales, la chienlit capitaliste bouleverse à tel point les équilibres que les limites de l'irréversible semblent être atteintes.

En bien des points, le problème écologique et celui des ressources appellent des mesures urgentes que le capitalisme libéral ou réformiste, est incapable de prendre, pour des raisons structurelles liées à sa propre survie.

La maîtrise de la production alimentaire est l'un des enjeux majeurs du XXIème siècle. La mainmise par les multinationales et les trusts agroalimentaires sur les productions agricoles, par le productivisme, la privatisation du vivant, l'accaparement des terres, etc., ne répond qu'à la recherche du profit et non au bien être du plus grand nombre. L'industrialisation mondiale de l'agriculture, en opposition avec l'autonomie alimentaire, poursuit un seul but, la valorisation du capital. L'accaparement des productions industrielle et agricole, de l'eau, de l'énergie, maintient notre dépendance à cette société capitaliste et empêche notre autonomie. Les nouveaux modes de production en flux tendus ont besoin de grandes infrastructures de transport (autoroutes, TGV, ports, aéroports). L'aménagement des territoires, présenté comme le progrès, la richesse, la croissance et la modernité, ne sont que les instruments fondamentaux, pour la classe do-

minante, de notre exploitation. Le gaspillage des ressources publiques, pour la réalisation de ces infrastructures, réduisent les dépenses à caractère social et permet la marchandisation des biens communs indispensables à notre vie. La préoccupation écologique et le souci de la gestion des ressources se heurtent donc à la nature intrinsèque du capitalisme ainsi qu'aux intérêts de ses dirigeants en terme de profit, de maintien de leur domination sociale et politique sur le monde. Mais l'emprise de cette domination ne se cantonne pas à la gestion matérielle. La connaissance scientifique, commandée par des intérêts très particuliers, aboutissant au résultat inverse de celui que des propagateurs souvent sincères lui avaient assigné, est non seulement devenue un élément idéologique de la classe dominante, mais fait également office de nouvel obscurantisme dont des milliers de vies humaines ont déjà fait les frais. Ainsi, la contestation du système capitaliste ne saurait s'affranchir d'une rupture radicale d'avec la pratique liée à cette idéologie dévastatrice qui n'a jamais servi qu'en tant que justification de la plus vaste entreprise d'exploitation de l'humanité et de la nature sévissant maintenant depuis plusieurs siècles. Nous sommes donc au cœur d'un problème tout à la fois politique, social et philosophique. Nous ne pouvons combattre pour une société nouvelle avec les armes de nos ennemis, nous ne pourrions pas plus la faire vivre en laissant intacte des pans entiers de son appareillage idéologique.

OCL-Moulins

Pour en savoir plus

Hors-séries
sur commande
à OCL/Egrefore - BP 81213 - 51058 Reims cedex

Ni rose, ni vert, arrêt immédiat du nucléaire...3,80€
L'environnement c'est kapital.....4€

Brochures
à télécharger sur notre site
<http://www.oclibertaire.lautre.net>

Aperçu sur l'histoire du mouvement antinucléaire en France.
Greenpeace ou la dépossession des luttes écologiques.

Les marchés carbone, kézako ?

Après le sommet de Rio et les rapports du GIEC sur le réchauffement climatique, les États devaient se décider à faire quelque chose contre les émissions de gaz à effet de serre, question de survie, même pour eux. Evidemment, ils auraient pu se lancer dans la négociation d'un traité international pour limiter ces émissions sous peine de sanctions. Mais chacun prétendait imposer cette réduction aux autres. Les pays développés accusaient les pays en développement de fortement contribuer à l'augmentation des émissions lorsqu'ils commençaient à émerger. Les pays émergents estimaient que leur développement n'avait pas à être brisé pour des émissions dont les pays développés étaient très majoritairement responsables. Surtout, les États-Unis, plus gros émetteurs de gaz à effet de serre de la planète, rejetaient toute idée d'être contraints par une quelconque réglementation mondiale.

C'est alors qu'un compromis a été trouvé sous la forme de la plus fantastique arnaque libérale du siècle. Pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, ne les interdisons pas, rendons les payantes, mieux, créons un marché qui pourra être rentable. Quel en est le principe? Les États s'engagent sur un plafond d'émissions de gaz à effet de serre, plus bas que leurs émissions actuelles ou que ce qu'elles devraient être dans quelques années si rien ne changeait. Des quotas d'émissions sont distribués correspondant à ce plafond. Chaque État répartit ensuite ces quotas entre ses divers secteurs économiques, puis à l'intérieur entre les entreprises (les plus grandes seulement, sinon c'est

trop compliqué). Si une entreprise veut émettre plus de gaz à effet de serre, elle devra acheter des droits à émission à une entreprise qui en a à revendre parce qu'elle en émet moins. Pourquoi ça devrait marcher ? C'est moins cher de limiter les émissions quand on a des installations très polluantes que quand on a des installations plus performantes. L'idée, c'est que les plus polluants vont réduire leur pollution fortement parce que ça sera moins cher pour eux que d'acheter des quotas. C'est le fameux protocole de Kyoto.

En fait, ce système n'est entré en vigueur qu'en 2005 car il fallait la ratification d'au moins 55 pays (les États-Unis,

pour lesquels ce protocole avait été fait sur mesure, n'ont bien sûr jamais signé), représentant au moins 55% des émissions de CO₂. Un deuxième marché carbone fonctionne. C'est le marché européen, mis en place en 2005, qui en est à sa troisième phase (2013-2020). C'est le plus ambitieux et ce n'est pas triste. Le marché, d'après les libéraux, est censé limiter la consommation de ce qui est rare par la hausse de son prix. Mais là, c'est l'État qui fixe au départ les quotas et le prix de la tonne de carbone. Chaque État a bien défendu son industrie et prévu très large. Puis, la crise est passée par là, et elle a été très efficace pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Résultat, la tonne de carbone qui était à 21€ en 2008 était à 6€ en 2014... Les entreprises disposent de tonnes de quotas dont elles ne savent que faire... Et je ne vous parle pas des arnaques qui défraient régulièrement la chronique, de projets mis en place uniquement pour toucher la manne des quotas.

Pour que ce marché ne soit pas efficace contre la pollution, il suffit de prévoir large au départ. On peut parier que c'est ce qui va se passer à la COP21, aucun État ne souhaitant compromettre sa croissance.

Sylvie (OCL-Paris)

COP21, ils nous mènent en bateau

La déclaration finale de la désormais célèbre conférence sur la climat à Paris, est déjà écrite et fait vingt pages. Tout ça, pour ça! Cet événement planétaire, par la diversité de ses participations (195 délégations, 145 États représentés) ne vise pas à stopper les bouleversements climatiques futurs, provoqués par l'activité humaine capitaliste, contrairement aux buts proclamés par les organisateurs.

La COP21 tend vers deux objectifs :

- installer un nouveau mode de consommation «climato-responsable» dans les États dont certaines classes sociales disposent encore d'un «pouvoir d'achat» suffisant pour se payer les nouveaux produits non-agressifs pour le climat ;

- construire de nouvelles règles capitalistes de fonctionnement à l'échelle planétaire, avec l'ouverture d'un nouveau marché «carbone», pour concilier business et conditions de survie de la plupart des populations.

Cette opération de communication planétaire doit éviter certains écueils. Il ne faut pas que la COP21 pointe les vraies responsabilités à l'origine d'un tel dérèglement : la recherche sans fin d'un profit maximum qui guide les choix de production et sous-tend la compétition au sein de l'économie capitaliste ; la domination actuelle d'une classe capitaliste triomphante et déchaînée face à un prolétariat sans perspective, dans un rapport à la nature inédit historique.

Pour vraiment limiter les bouleversements climatiques annoncés, il ne faut pas rajouter de la complexité (marché carbone) et de nouvelles productions (climato-responsables), dont le premier but est d'essayer de concilier de nouvelles perspectives de bénéfices avec le ralentissement de l'augmentation de l'effet de serre.

Il faut d'abord que les mouvements de lutte contre les projets de développement incohérent et destructeur se rassemblent et expriment la nécessaire

rupture avec la marche des affaires actuelle. Il faut refuser les propositions de co-gestion et vigilance, portées par toutes les ONGs spécialisées dans la défense de l'environnement, qui veulent jouer dans le domaine de l'écologie le rôle que les grandes confédérations syndicales jouent sur le terrain du salariat et du travail : encadrement, contrôle et si besoin censure, torpillage et condamnation des mouvements qui ne veulent pas respecter le «dialogue social».

Des cortèges tracto-vélo, organisés par différentes luttes de sites, convergeront vers Paris pour finalement manifester le 29 novembre contre les causes du dérèglement climatique, que sont les grands projets inutiles imposés que ce soient les lignes à grande vitesse, les aéroports ou les «centres de loisirs», comme à Notre-Dame-des-Landes ou Roybon. Ces mouvements de lutte constituent les réels embryons d'un possible coup d'arrêt à la catastrophe annoncée.

OCL-Nantes



Le réchauffement climatique une aubaine pour les promoteurs du nucléaire

La COP21, c'est la conférence de l'ONU pour un accord international sur la protection du climat et la protection du climat s'entend comme la limitation de la production des gaz à effet de serre afin de juguler l'augmentation de la température terrestre.

Une des solutions serait de diminuer la production d'énergie car de l'énergie gaspillée ce n'est pas ce qui manque dans les pays industrialisés. Mais cette solution n'est pas à l'ordre du jour. C'est même l'inverse qui est planifié. Comment produire plus d'énergie tout en émettant, si possible, moins de gaz à effet de serre, voilà la question. Si l'on considère qui est le pays organisateur (la France le pays le plus nucléarisé de la planète qui cherche à vendre des centrales dans le monde entier) et qui fait partie des sponsors (EDF, ENGIE ex GDF-

Suez) la réponse vient d'elle même. La COP21 sera une vitrine pour la promotion de l'industrie soit-disant « verte » et tout particulièrement de l'industrie nucléaire. Gouvernement français et industriels, main dans la main, comptent profiter de l'occasion pour vendre le nucléaire rebaptisé « énergie bas carbone » comme solution au changement climatique. EDF, en effet, se vante de produire « 98% d'électricité sans CO2 », un calcul rendu possible par la non prise en compte de toutes les opérations liées au fonctionnement de l'industrie nucléaire



(de l'extraction du minerai au démantèlement des centrales en passant par la fabrication du combustible, le transport et le traitement des déchets radioactifs). Or, le nucléaire n'est pas la solution. Les amateurs de petits calculs ont établi que pour ré-

duire la production mondiale de CO2 de 9% il faudrait mettre en service un réacteur nucléaire chaque semaine durant 15 ans. Personne ne croit que cela va être possible et tant mieux. Le nucléaire n'est pas une solution et même s'il en était une, nous n'en voudrions pas. Nous sommes pour nous passer du nucléaire, qui ne représente que 5% de l'énergie mondiale produite, ce qui aurait pour effet, certes, d'augmenter l'effet de serre, mais de 0,2% ce qui est dérisoire. Après les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima, pour n'en citer que deux, tout le monde a conscience de la dangerosité du nucléaire et de la possibilité d'une catastrophe dont certains voient la France comme une candidate bien placée avec ses 58 réacteurs vieillissants. Mais outre le risque d'une catastrophe, le nucléaire nous conduit vers une société que nous refusons résolument. Une société encore plus centralisée où aucun changement ne sera possible, soumise au règne absolu des experts (scientifiques, technocrates), excluant tout contrôle démocratique. Le nucléaire est un élément moderne du totalitarisme. Développer le nucléaire pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, c'est remplacer un problème par un autre pas moins préoccupant. La seule exigence réaliste concernant le nucléaire c'est donc celle de son arrêt immédiat et définitif avant et pas après la catastrophe quand il ne s'agira plus que de subir atteintes physiques et privation de liberté pour cause de loi martiale.

Scylla (OCL-Lyon)

Tous les mois lisez **COURANT ALTERNATIF**

Abonnement 1 an : 30€ (10 numéros mensuels + hors-séries)
Abonnement 1 an : 25€ (10 numéros mensuels sans hors-séries)
Tarif réduit : 18€
Abonnement de soutien : + de 30€
Abonnement à l'essai : 5€ (3 numéros)

Gratuit : 1 numéro sur demande

Chèque à l'ordre de «La galère»:
OCL/Egrogore
B.P. 81213
51058 Reims Cedex

COM.PAR. 0620G86750 Pour les seules obligations légales DIR. PUBLICATION : Nathalie Federico